

Mars 2025

Nouvelle stratégie de genre du Collectif québécois des féminismes en dialogue (CQFD)

Adoptée par les membres du CQFD, le 20 novembre 2024, la nouvelle stratégie de genre transformatrice des rapports de pouvoir en coopération et solidarité internationales inspirera une révision de la politique Droits des femmes et égalité des genres de l'AQOCI ainsi que les actions du CQFD dans les prochaines années. Également, elle enrichira le dialogue avec nos partenaires des mouvements sociaux québécois lors du Grand rendez-vous des États généraux québécois de la solidarité internationale, les 4, 5 et 6 juin 2025.

Cette stratégie a été élaborée à la suite d'une large consultation menée de mars 2022 à mai 2024. Les membres des groupes suivants ont participé à ce vaste chantier :

Espaces de concertation de l'AQOCI :

- Communauté de pratique « Genre en pratique »
- Membres du CQFD, notamment lors d'assemblées générales annuelles et thématiques et son comité de coordination (COCO)
- Comité Solidarités féministes avec les Suds, mis sur pied et animé par le CQFD

Groupes alliés et partenaires québécois :

- Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF)

- Comité international de la Marche mondiale des femmes
- Observatoire francophone du développement inclusif par le genre (OFDIG) — UQAM
- Chaire Claire-Bonenfant — Université Laval

Groupes alliés et partenaires internationaux :

- Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEMGL) créée en 2001 par 11 organisations féminines de trois pays : Burundi, République Démocratique du Congo et Rwanda. Plus particulièrement : le Collectif féministe 1931 (Cameroun) et le Collège des femmes du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux — CNCR (Sénégal)
- Sempreviva Organização Feminista (SOF)
- Fundación Nosotras con Equidad (Équateur)
- Araña feminista (Venezuela)
- Via Campesina (Haïti)
- Tet Kole Ti Peyizan Atisyen (Haïti)

Le titre de la nouvelle stratégie :

Stratégie de genre transformatrice des rapports de pouvoir en coopération et solidarité internationales

Notes : Être conscientes et conscients des limites de notre secteur en matière de capacité transformatrice.

- Souligner l'approche transformatrice, féministe, les voix des Suds.
- Parler plutôt de « déconstruire le développement » et tenter de créer autre chose. On peut modifier la situation actuelle, mais il est difficile de transformer véritablement les aspects systémiques.
- Mettre de l'avant l'aspect transformatif des rapports de pouvoir et de genre.
- Intégrer la question de la réparation (en rapport avec le colonialisme, l'esclavage, l'exploitation des richesses naturelles et des personnes).

Cette nouvelle stratégie s'articule autour de 5 grands axes

1. Les concepts qui ont à la base un sens politique, transformatif collectif, perturbateur et libérateur ont été édulcorés, dilués, individualisés et vidés de leur sens.

Conséquemment, nous appelons à se réapproprier le sens profond et radical¹ de termes à portée stratégique en coopération et solidarité internationales, tels l'intersectionnalité, le genre, l'empowerment, la justice sociale, la paix.

Notes : Il est donc important de redéfinir et réhabiliter le sens politique transformatif de ces concepts, tout en reconnaissant qu'il y a des difficultés de mise en pratique de cette perspective dans nos contextes et structures :

- Mettre davantage l'emphase sur la notion de collectivité, au-delà de l'amélioration de la situation des individus et au-delà des droits des femmes, dans le cadre d'une compréhension politique stratégique de l'intersectionnalité et de l'empowerment.
- Inclure les organisations LGBTQI2S+ des communautés des Suds dans les réflexions sur la redéfinition du genre.
- Impliquer dans la redéfinition de l'empowerment les partenaires et les personnes ciblées par les actions et programmes.
- Dans certains contextes, il pourrait être bien de travailler à la fois sur l'empowerment et l'autonomisation qui sont en fait deux éléments distincts qui peuvent agir en complémentarité.
- Lutter contre les mouvements anti-genre et anti-droits, et appuyer les mouvements pour les droits des groupes et des personnes discriminées et marginalisées (femmes, LGBTQI2S+, personnes en situation de handicap, etc.), en ayant conscience que l'« ennemi commun », c'est le patriarcat dans son imbrication aux autres systèmes d'oppression tels le racisme, le capacitisme, l'hétérosexisme et le cisgenrisme ou l'âgisme.

¹ Le terme « radical » réfère à aller à la racine des concepts.

2. Repenser les partenariats sous l'angle des rapports des pouvoirs.

Notes : Être conscients et conscientes de la dimension politique de la solidarité internationale, intégrer cette dimension dans l'éducation à la citoyenneté mondiale et rompre avec le concept de développement.

- Contre la bureaucratisation des ONG générée par les rapports de pouvoir dominants en CSI.
- Rompre avec la stigmatisation des populations et des femmes dans le Sud global.
- Déconstruire les relations de pouvoir et s'interroger sur ses privilèges.
- Les projets doivent émaner des besoins des communautés et ONG locales et non pas d'orientations émises par les partenaires financiers.
- Être sensibles aux contextes d'insécurité des personnes et des ONG en situation de militance.
- Mener un plaidoyer pour une politique transformative en CSI.

3. S'ouvrir aux savoirs des Suds dans une perspective de coconstruction des savoirs.

Notes : Créer des espaces de dialogue sans monopoliser les termes, ni les vider de leur contenu conflictuel, pour coconstruire des savoirs et inviter le Nord à penser le monde avec d'autres référents et des temporalités non linéaires.

- S'inspirer des expériences-savoirs des Suds, comme :
 - des projets autogérés ;
 - l'éducation populaire et les pratiques de conscientisation ;
 - la compréhension de l'aspect politique de la remise en cause de tous les systèmes d'oppression ;
 - la compréhension du développement comme une question de colonialisme.

4. Développer une approche de localisation transformatrice.

Notes : Élaborer un cahier des charges d'une localisation transformatrice comportant des critères précis.

- Questionner nos positionnalités : Se conscientiser sur les résistances des OCI, étant donné l'impact de la localisation des pouvoirs et des savoirs sur leurs rôles influents.
- Valoriser le travail des partenaires sur la base d'une égalité/équité salariale.
- Réduire la chaîne des intermédiaires dans l'esprit d'un empowerment collectif.
- Favoriser l'expertise locale :
 - Rompre avec une pratique dominante qui mobilise l'expertise des Nords vers les Suds et favoriser les expertises locales.
 - La formation et le renforcement des capacités devraient être du domaine des organisations locales dans l'objectif de valoriser les savoirs locaux et de promouvoir la coopération Sud-Sud.
- Localiser la gestion des finances :
 - Améliorer la confiance des partenaires financiers envers les mouvements (groupes) de la base.
 - Réfléchir à des mécanismes de transparence avec les ONG au Sud global.



5. Diversifier les sources de financement et revoir les mécanismes de manière participatives en favorisant les organisations de la société civile, y compris celles de la base dirigées ou appuyant les femmes les plus marginalisées.

Alléger le pouvoir des parties puissantes² en favorisant :

- des partenaires financiers plus flexibles ;
- des financements Sud-Sud ;
- des fonds de financement gérés par des ONG féministes.

Favoriser financièrement :

- les mouvements de la base ayant un ancrage territorial et un enracinement dans les luttes locales ; les communautés de femmes les plus marginalisées.

Proposer des budgets qui visent la pérennité des organisations des Suds :

- qui assure un financement des salaires pour les projets autonomes, pour en assurer la durabilité et pour contrer l'appauvrissement des femmes investies dans le bénévolat ;
- qui valorise des processus mis en œuvre par les communautés, au-delà des processus de financements par la CSI.

² Voir la fiche « Repenser les féminismes et la solidarité internationale sous l'éclairage des Suds : Les incontournables féminismes décoloniaux » :

https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2022/08/Fiche_synthese_Feminisme-decolonial_sept-2022_Finale.pdf

Changer le nom du CQFD pour : Collectif québécois des féminismes en dialogue.

Notes : Garder les lettres de l'acronyme³ et changer les mots pour mieux refléter une perspective transformative décoloniale et inclusive (antiraciste, droits des femmes et égalité des genres).



CQFD

Collectif québécois
des féminismes en dialogue

³ L'abréviation CQFD désigne l'expression « ce qu'il fallait démontrer » et est dérivée de l'expression latine « quod erat demonstrandum ». Le terme CQFD est généralement employé afin de conclure un raisonnement logique (en mathématique, notamment). Source : <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/c-q-f-d/>. Le CQFD a transformé ce sigle lors des campagnes annuelles des 12 jours d'action contre les violences envers les femmes par l'expression « Ce qu'il faut dénoncer ».